

Bpifrance Le Lab présente la 74^{ème} enquête de conjoncture auprès des PME : une étude sur la situation des TPE-PME fin 2021 et leurs perspectives pour 2022, dans un contexte de tensions sur les approvisionnements

Paris, le 06 janvier 2022 – La 74^{ème} enquête de conjoncture, réalisée auprès de 5 028 entreprises, permet d'évaluer l'ampleur du rebond économique après le choc récessif de 2020, et d'identifier les difficultés rencontrées par les TPE-PME en sortie de crise et les freins à la reprise.

- Le rebond d'activité en 2021 s'avère plus fort qu'anticipé à la mi-année : les dirigeants tablent sur une croissance de leur chiffre d'affaires de +7 % contre +3 % prévu lors de la précédente enquête réalisée en mai dernier. En cohérence avec ce rebond de l'activité, les indicateurs d'emploi sont bien orientés.
- La situation de trésorerie des TPE-PME apparaît renforcée fin 2021, soutenue par la reprise d'activité mais aussi par les nombreux dispositifs de soutien aux entreprises, qui s'éteignent toutefois progressivement. Les TPE-PME sont désormais plus nombreuses à juger leur trésorerie aisée (21 %) que difficile (19 %, un plus bas depuis le lancement de l'enquête).
- Les entreprises de l'Industrie tirent leur épingle du jeu, avec une reprise d'activité plus franche et un investissement particulièrement dynamique. La reprise est plus modeste dans le Tourisme et les Transports, secteurs plus fortement pénalisés par la crise et les restrictions sanitaires jusqu'à aujourd'hui.
- Si certains facteurs risquent de freiner la reprise, en particulier les difficultés de recrutement (82 % des dirigeants déclarent en rencontrer) et les difficultés d'approvisionnement (environ 90 % des dirigeants y sont confrontés dans l'Industrie, la Construction et le Commerce), les TPE-PME restent dans l'ensemble confiantes pour l'année 2022. Deux-tiers d'entre elles s'attendent à retrouver un niveau « normal » d'activité d'ici la fin 2022.
- Une petite partie des TPE-PME apparaît néanmoins fragile : 5 % craignent ne pas être en mesure de rembourser leur PGE et 10 % jugent que le retrait des aides engendrerait des difficultés de trésorerie insurmontables.

Pour **Philippe Mutricy**, Directeur des études de Bpifrance, « *Le rebond d'activité des TPE-PME a été beaucoup plus marqué que ce que l'on anticipait en mai dernier. Leur situation financière se trouve renforcée fin 2021, grâce à la fois aux dispositifs de soutien qui ont préservé la trésorerie des entreprises pendant la crise et à la reprise de l'activité. Dans un contexte où le rattrapage n'est pas encore total pour l'ensemble des TPE-PME, celles-ci se*



montrent confiantes quant à la poursuite du rebond en 2022, et ce malgré les difficultés d'approvisionnement qu'elles rencontrent. L'évolution de ces tensions doit être surveillée de près, car si elles se prolongeaient, elles pourraient freiner la dynamique de reprise. »

1. Le rebond de l'activité en 2021 est plus fort qu'anticipé en mai dernier

La levée progressive des restrictions sanitaires au cours de l'année a permis à l'économie de rebondir en 2021, après un choc récessif d'ampleur en 2020. En moyenne, les dirigeants de TPE-PME tablent sur un chiffre d'affaires en hausse de +7 % en 2021, après un net recul en 2020 (évalué à -13,2 % dans l'enquête de novembre 2020). Le rebond est ainsi beaucoup plus marqué qu'anticipé en mai dernier (+2,8 %). Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires¹ rebondit nettement (+12 points sur 6 mois et +84 points sur 1 an à +36) pour atteindre un plus haut depuis 2007. Néanmoins, 53 % des entreprises rapportent toujours une moindre activité cette année par rapport à une situation sans crise.

En adéquation avec le rebond d'ampleur du côté de l'activité, les dirigeants ont nettement revu à la hausse leurs intentions d'embauche en 2021, même si de manière un peu plus modérée qu'en mai dernier. Le solde d'opinion relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME pour 2021 gagne 23 points sur 1 an à +16, mais recule de 3 points sur le semestre.

Dans ce contexte de reprise d'activité et d'accès au financement toujours très aisé, l'investissement a également rebondi en 2021. 47 % des TPE-PME déclarent avoir investi en 2021 ou prévoyaient de le faire d'ici fin 2021, une proportion en forte hausse sur un an (41 % en novembre 2020 pour 2020) mais toujours inférieure à son niveau d'avant-crise (51 % en novembre 2019 pour 2019). L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis a en revanche rejoint son niveau d'avant-crise (+7, soit +28 points sur un an). Les TPE-PME signalent moins d'entraves à l'investissement que l'année dernière. La faiblesse de la demande, citée par 44 % des TPE-PME, constitue toujours le principal obstacle à l'investissement mais s'affiche en net recul sur un an (58 % en novembre 2020) et par rapport aux niveaux d'avant crise.

Les TPE-PME de l'ensemble des secteurs et des régions font part d'un net rebond de leur activité en 2021 :

- Les TPE-PME industrielles affichent le plus fort rebond (+9 % de croissance du chiffre d'affaires en moyenne estimée pour 2021). La reprise semble plus timide dans le Tourisme et les Transports, secteurs plus fortement pénalisés par la crise et les restrictions sanitaires jusqu'à aujourd'hui. Les dirigeants de ces secteurs tablent sur une croissance de leur chiffre d'affaires d'environ +4 % en moyenne.
- Par région, les TPE-PME de Bretagne sont les plus optimistes quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2021 (+8,5 % en moyenne). La reprise serait en revanche moins allante que la moyenne nationale chez les TPE-PME du Grand-Est et de PACA (+5,5 % environ en moyenne dans ces 2 régions), alors même que l'activité y aurait été plus fortement touchée que la moyenne en 2020.
- Les TPE-PME innovantes et exportatrices se montrent plus optimistes (+11 % de croissance du chiffre d'affaires estimée pour 2021) que leurs homologues non-exportatrices et non-innovantes (5 %). De même, les PME d'au moins 10 salariés s'attendent à une croissance plus élevée de leur chiffre d'affaires en 2021 (+9 %) que les TPE de moins de 10 salariés (+3 %).

2. La situation de trésorerie des entreprises se trouve renforcée fin 2021, grâce aux dispositifs de soutien mobilisés et au contexte de reprise d'activité

L'indicateur relatif à la situation de trésorerie sur les 6 derniers mois gagne 2 points depuis mai 2021 atteignant, à +2, un nouveau record depuis le lancement de l'enquête. Les PME sont désormais plus nombreuses à juger leur situation de trésorerie aisée (21 %) que difficile (19 %).

¹ Solde d'opinion : différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.



65 % des PME jugent désormais leur trésorerie suffisante pour surmonter la crise, une proportion en hausse continue depuis mai 2020 (49 %). Seules 1,5 % rencontrent des difficultés de trésorerie insurmontables. Néanmoins, encore aujourd'hui, la bonne santé financière d'une frange des TPE-PME dépend des aides d'urgence. 35 % des TPE-PME rapportent que le retrait des aides d'urgence engendrerait des difficultés de trésorerie supplémentaires, insurmontables pour 10 % des entreprises et surmontables pour 25 % d'entre elles.

3. Fin 2021, le PGE reste encore en grande partie en réserve pour un peu plus de la moitié des bénéficiaires et le risque de non-remboursement reste limité à ce stade

Parmi les PME déclarant avoir souscrit à un PGE (53 % des répondants), 30 % déclarent l'avoir très peu voire pas du tout utilisé et 22 % n'en ont utilisé qu'une minorité. En revanche, 29 % déclarent avoir dépensé la quasi-totalité de leur PGE, une proportion logiquement en hausse depuis 1 an (20 % en novembre 2020).

Le risque de crédit attaché au remboursement des PGE apparaît à ce stade relativement limité. 5 % des répondants craignent de ne pas être en mesure de rembourser leur prêt, une proportion proche de celle observée en mai dernier. La majorité des TPE-PME ayant sollicité le dispositif public prévoient un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années (58 %). 37 % auraient remboursé leur prêt au moins partiellement d'ici la fin de cette année 2021 (9 % intégralement et 29 % partiellement), une proportion en hausse depuis mai dernier (32 % alors).

4. Quelques points d'alerte : les difficultés de recrutement et d'approvisionnement pourraient peser sur la reprise

La reprise s'accompagne d'une forte hausse des difficultés de recrutement, 82 % des dirigeants déclarant en rencontrer. 43 % rencontrent même des difficultés sévères pour recruter, une proportion en nette hausse sur le semestre (35 % en mai 2021) et proche des niveaux d'avant crise. Les TPE-PME de la Construction sont les plus concernées (56 % rencontrent d'importantes difficultés à recruter).

Deux-tiers des TPE-PME font par ailleurs face à des difficultés d'approvisionnement, cette proportion grimant à 92 % dans l'Industrie. Ces difficultés se sont intensifiées au cours du mois précédent selon 59 % d'entre elles. Environ 30 % des TPE-PME de l'Industrie, de la Construction et du Commerce jugent que ces difficultés limitent fortement leur activité. En réaction, 66 % des TPE-PME comptent répercuter la hausse des coûts sur leurs prix de vente et 37 % envisagent de rogner sur leurs marges. 10 % déclarent même devoir réduire leur activité et 5 % leurs effectifs. À noter que les entreprises faisant face à des difficultés d'approvisionnement fortes rencontrent davantage de difficultés de trésorerie, mais le risque de non-remboursement du PGE n'est en revanche pas plus élevé chez ces entreprises.

5. Les TPE-PME restent toutefois, à ce stade, confiantes pour 2022

Les entreprises ont fortement revu à la hausse leurs perspectives d'activité, d'embauche et d'investissement par rapport à l'année dernière ; elles faisaient alors face à des restrictions bien plus importantes. En particulier, le solde d'opinion sur l'évolution anticipée de l'activité se redresse très nettement (+28 points sur 1 an à +31). 66 % des TPE-PME auraient retrouvé ou dépassé leur niveau d'avant crise d'ici la fin d'année 2022, une proportion toutefois plus faible qu'en mai dernier (74 %). 14 % envisagent en revanche un retour à une activité normale plus tardif et 19 % sont dans l'incertitude.



6. Une majorité de dirigeants (59 %) estiment que leurs salariés sont au moins aussi productifs en télétravail que sur site

La crise sanitaire a durablement modifié l'organisation du travail au sein des entreprises. Désormais, les entreprises autorisent en moyenne 1,3 jour de télétravail par semaine contre 0,75 avant la crise. En particulier, les TPE-PME des Services, qui autorisaient avant crise davantage de télétravail (1,1 jour contre 0,5 hors services), ont doublé le nombre de jours en télétravail autorisés par semaine (2 contre 0,8 hors services). Ce recours accru au télétravail est amené à perdurer, au moins partiellement, pour trois quarts des TPE-PME. Une majorité des dirigeants estiment que leurs salariés sont autant (52 %) voire plus (7 %) productifs en télétravail que sur site. C'est plus particulièrement le cas dans les services (63 % contre 53 % hors services). 26 % des dirigeants jugent en revanche leurs salariés moins productifs en télétravail que sur site. Ce sont par ailleurs ceux qui ont le moins de recul sur ce dispositif, qu'ils mobilisent logiquement moins.

Retrouvez l'enquête complète ainsi que les analyses sectorielles et régionales sur : <https://lelab.bpifrance.fr/enquetes/74eme-enquete-de-conjoncture-des-pme-plus-confiantes-pour-2022>

Condition de réalisation de l'enquête

La 74^e enquête semestrielle de conjoncture de Bpifrance Le Lab a été réalisée par interrogation de 31 356 entreprises de 1 à 249 salariés entre le 3 et le 29 novembre 2021, par voie postale ou numérique. L'analyse s'appuie sur un échantillon de 5 028 réponses reçues avant le 29 novembre. En plus des questions récurrentes, plusieurs questions liées spécifiquement à la crise de la Covid-19 et aux difficultés d'approvisionnement ont été posées à l'ensemble de l'échantillon (5 010 réponses à ces questions ont été analysées). Des questions spécifiques sur le télétravail ont également été posées à un panel numérique (2 913 réponses à ces questions ont été analysées). Les réponses à l'ensemble de ces questions supplémentaires ont été redressées par taille et secteur d'activité.

Nathalie Police

Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab - @bpifrance - @BpifrancePresse – lelab.bpifrance.fr – www.bpifrance.fr